

REGARDS

SYNDICATS

Pourvu que ça dure !

David Angel

Dialogue ou mobilisation - les syndicats unissent leurs forces et font bloc face à la politique budgétaire du gouvernement. Ils sont pourtant moins unis qu'on ne pourrait le penser.

« Discutez avec nous ou on se retrouvera dans la rue ! », lançait Jean-Claude Reding au gouvernement, à l'issue de la conférence intersyndicale de jeudi dernier. A deux semaines de la fin de son mandat, le président de l'OGBL était visiblement dans son rôle : celui du leader syndical combatif, décidé à faire reculer gouvernement et patronat par tous les moyens nécessaires.

« Nous critiquons l'orientation de la politique budgétaire, qui promeut le déséquilibre social et aura un impact négatif sur l'activité économique du pays », fustigeait-il, puis expliquait : « Selon le Statec, ce budget aurait un impact de 0,3 pour cent sur l'activité économique. 2,2 pour cent de croissance au lieu de 2,5 pour cent, cela représente une différence de 12 pour cent. »

En effet, le Statec a revu ses prévisions pour l'année prochaine à la baisse. Dans son « Conjoncture flash » de novembre, il prédit un ralentissement de l'activité économique du Luxembourg en 2015 : « L'activité devrait ralentir au Luxembourg et la hausse du PIB peiner à dépasser 2 %. » Un ralentissement qui serait dû à la perte d'une partie de la TVA issue du commerce électronique et à la hausse de la TVA. Les mesures d'éco-

nomies et les hausses d'impôts contenues dans le projet de budget 2015 ne sont pas prises en considération dans ce calcul. Toutefois, le Statec souligne que « la meilleure estimation de l'impact potentiel est de 0,3 point à la baisse, sur le PIB en volume ».

Patrick Dury, président du LCGB, se montrait combatif lui aussi : « Toute cette situation me fait penser à la situation qu'on a connue en 1973 - qui a débouché sur une grève générale ! », s'exclamait-il. Il martelait ensuite : « Le premier ministre est le maître du flou artistique », avant de demander que « le gouvernement dévoile enfin son concept ».

Pression sur le pouvoir d'achat

La CGFP se révélait tout aussi insurgée : « Le travail est toujours plus imposé, alors que les rendements du capital ainsi que les bénéfices le sont toujours moins », critiquait Romain Wolff dans son discours devant les 600 syndicalistes réunis à Dommeldange. « Il s'agit d'un signal très clair de notre part : pas avec nous ! »

La résolution adoptée à la fin de la réunion entre OGBL, LCGB et CGFP reprend les critiques répétées à maintes reprises ces dernières semaines : le projet de budget 2015 ainsi que la programmation pluriannuelle nuiraient lourdement au pouvoir d'achat des salariés, fonctionnaires et retraités, tout comme les mesures fiscales prévues - hausse de la TVA, nouvelle contribution de 0,5 pour cent, augmentation des taxes publiques. Les coupes pré-



Tremblez, capitalistes ! La
voici, l'avant-garde de la classe
ouvrière !



PHOTO : LCGB

vues dans les allocations familiales - « coupes non compensées par d'hypothétiques prestations en nature pour les enfants de 1 à 3 ans » - viendraient s'ajouter à « cette détérioration de la situation financière de nombreuses familles ».

La politique gouvernementale en matière d'emploi et de chômage est elle aussi sous le feu des critiques. Abolir les mesures temporaires de sauvegarde de l'emploi ainsi que les mesures de soutien aux chômeurs de longue durée seraient des pas dans la mauvaise direction, tout comme la diminution de l'aide au réemploi et l'abolition sans contrepartie de la pré-retraite-solidarité - surtout au vu de la croissance constante du chômage et du chômage de longue durée.

Les trois syndicats condamnent l'approche « unilatérale » du gouvernement en vue d'éventuelles économies dans l'assurance maladie, une approche qui, selon eux, « risque de mettre en danger notre système ».

En gros, OGBL, CGFP et LCGB reprochent à la coalition bleue-rouge-vert de vouloir faire reposer ses mesures d'austérité sur le dos des ménages à revenu moyen, voire faible. Mais leur principal point de critique rejoint celui de nombreuses « forces vives de la nation » : le manque de dialogue du côté de Bettel et sa troupe.

Face à la menace d'une mobilisation générale des syndicats, Bettel a préféré changer d'attitude, du moins un peu : le lendemain de la conférence intersyndicale, il a invité les trois syndicats à une entrevue le lundi matin.

Une entrevue qui a duré une heure, et à l'issue de laquelle deux nouveaux rendez-vous étaient fixés : un pour mercredi et un pour vendredi.

Besoin du patronat ?

Pour Christophe Knebel, attaché de presse du LCGB, « une entrevue d'une heure ne suffit très certainement pas pour aborder tous les sujets importants ». Beaucoup de questions restent ouvertes pour lui. « Le gouvernement essaierait-il simplement de gagner du temps ? », se demande-t-il. Il critique l'idée même de discussions menées entre deux des partenaires sociaux : « Pour faire avancer les choses, notamment en matière de chômage, nous avons besoin du patronat. C'est bien beau de discuter entre syndicats et gouvernement, mais quelles décisions pouvons-nous prendre sans l'accord des patrons ? »

André Roeltgen, actuel secrétaire général et futur président de l'OGBL, n'est pas du même avis : « Il s'agit d'un différend entre les syndicats et le gouvernement en matière de politique budgétaire. De quoi voulez-vous qu'on discute avec le patronat ? » Pour lui, « il faut arrêter d'en appeler à la tripartite à tous les coups ».

Après la réunion de lundi, le président du LCGB Patrick Dury avait proclamé devant la presse que le gouvernement réfléchissait à l'introduction d'un moratoire d'un an sur la nouvelle contribution de 0,5 pour cent, destinée à alimenter les caisses des prestations familiales. Une information aussitôt

démentie par le ministre des Finances Pierre Gramegna. « Apparemment, tout le monde n'a pas compris cela de la même façon », explique Knebel. « En fait, l'idée avait été lancée par Patrick Dury lors de la réunion avec le premier ministre. »

Le CSV s'est aussitôt rué sur l'occasion et a présenté le fait que, selon le LCGB, la coalition réfléchirait à l'introduction d'un moratoire comme la preuve de l'incohérence de la politique gouvernementale. Il s'est exprimé en faveur d'une telle mesure.

Au sein de l'OGBL, certains reprochent à Patrick Dury d'avoir voulu se projeter au centre de l'attention. Le syndicat chrétien voudrait, d'un côté, ralentir son déclin et assurer sa représentativité au niveau national et, de l'autre, nuire à la coalition bleue-rouge-vert par tous les moyens. Si le CSV était au pouvoir, le LCGB se montrerait très certainement moins combatif, confie un fonctionnaire syndical.

Syndicat unitaire ?

Un reproche que n'accepte pas Christophe Knebel : « Si c'était le CSV qui voulait mener une politique telle que la mène la coalition actuelle, notre résistance serait tout aussi grande », clarifie-t-il, avant d'ajouter : « D'ailleurs, nous avons décidé, lors de notre congrès statutaire, d'interdire les doubles mandats à nos membres. Nous ne pouvons pas les empêcher de figurer sur des listes électorales, mais nous les empêcherons, à l'avenir, d'être fonctionnaire

syndical et mandataire politique en même temps. »

Cela fait longtemps que les relations entre les deux grands syndicats sont pour le moins compliquées. Après le point mort de 2012, quand des divergences sur la position à adopter face à la réforme du système des retraites avaient mené le LCGB à se distancier du front syndical uni et les différends entre OGBL et LCGB concernant les négociations pour un nouveau contrat collectif dans le secteur du bâtiment en 2013, les deux syndicats seraient-ils à nouveau devant des différences insurmontables ?

André Roeltgen a multiplié les sorties en faveur d'un syndicat unitaire ces derniers jours. Patrick Dury a immédiatement réagi : tant que lui sera président, pas question de fusionner avec l'OGBL ! Pour André Roeltgen, l'unification est pourtant inévitable : « La question n'est pas si, mais quand il y aura un syndicat unitaire. J'ai pris note du fait que M. Dury ne veut pas que cela se fasse sous sa présidence », sourit-il, et ajoute : « Mais tôt ou tard, ça se fera de toute façon. Le mouvement syndical doit unir ses forces pour peser face à un patronat uni, face à un gouvernement uni. »

Le LCGB et l'OGBL soulignent tous les deux un même fait : dans les négociations avec le gouvernement, l'important, ce ne sont pas les divergences entre syndicats, mais l'opposition face à une politique budgétaire socialement injuste. Ils se disent prêts à surmonter les différends afin de faire fléchir la coalition. Pourvu que ça dure...